



Déclaration Liminaire CTSD du 03 septembre 2021

La rentrée 2021 est marquée par l'inquiétude et l'usure, notamment en raison du contexte épidémique, mais aussi en raison du contexte politique. Le 28 juillet, le ministre publiait dans la presse quatre scénarios de protocole pour la rentrée de septembre. Nous avions espoir que l'appel des organisations syndicales ait enfin été entendu.

Nous avons cru à de véritables « *vacances apprenantes* » pour notre ministre, lui permettant ainsi d'anticiper la rentrée et de permettre aux équipes de préparer au mieux le retour des élèves. Finalement nous n'avons appris le niveau arrêté pour la rentrée en métropole que le 23 août. Le ministre a annoncé par voie de presse que la rentrée se ferait en niveau 2. Nous regrettons qu'il fasse encore le choix de la communication directe à l'opinion publique avant de s'adresser aux personnels. Nous regrettons également la publication tardive de la FAQ le 1^{er} septembre.

Le souhait des enseignants est une rentrée en présentiel pour tous, le niveau 2 retenu par le ministre le permet. La vie et les apprentissages de nos élèves sont fondés sur les échanges et les interactions, tout comme le travail et la vie des équipes pédagogiques. Les efforts de toutes et tous pour supporter, s'adapter et tenir malgré tout face à la crise sanitaire, ont été conséquents. Cependant, alors que la rentrée doit être un moment d'envie, celle-ci est marquée par l'appréhension. Le SE-Unsa 72 rappelle son refus de la double journée pour les enseignants. Il n'est donc pas question qu'un même enseignant ait à assumer les cours en présentiel et en distanciel et les récents propos du ministre ne nous rassurent pas sur ce point qui devra être clarifié. Pourtant la motivation est bien là pour les enseignants, mais elle n'arrive qu'en deuxième position derrière le stress. Préserver la scolarité des élèves est notre priorité, pourtant nous avons l'impression que le ministre évolue dans une autre dimension. Lui, dans la communication et nous, dans le réel.

Les différents syndicats de l'Unsa Éducation regrettent que depuis 18 mois rien n'ait avancé concernant l'aération et la qualité de l'air. L'État n'a pas accompagné les collectivités et cela conduit à de grosses disparités en fonction des moyens et de la volonté des élus.

La loi de juillet autorise les 16/18 ans à être vaccinés sans l'autorisation de leurs parents mais le SE-Unsa 72 insiste sur le volontariat et refusera toute incitation ou pression mise sur les élèves dans le cadre scolaire. L'Unsa Éducation 72 rappelle que les enseignants sont déjà très massivement vaccinés et qu'ils ont permis une véritable continuité dans les apprentissages au prix d'une fatigue importante.

C'est donc une rentrée que nous abordons avec une grande inquiétude et une absence de perspectives notamment quant à la réalisation de projets qui sont les éléments moteurs pour l'année (classes découvertes, séjours linguistiques...). Les personnels de l'Éducation Nationale sont déjà à pied d'œuvre pour que cette rentrée sous crise sanitaire se déroule au mieux et auront à cœur de permettre à tous de réussir cette année 2021-2022.

S'agissant de nos demandes, nous avons rappelé au ministère qu'il fallait recruter pour le remplacement, pour revenir sur les suppressions d'emploi dans le second degré. Il faut absolument des recrutements pour accompagner la vie des écoles et des établissements. Il faut des recrutements d'assistants d'éducation mais également plus de CPE et de PsyEN sans oublier les réseaux d'aide et les AESH. Les directeurs et directrices d'école doivent pouvoir suivre leur formation continue. Ils doivent avoir également des outils ergonomiques moins chronophages et qui fonctionnent de façon permanente.

En 2022, le bilan du ministre sera une école profondément bousculée et des métiers en perte de sens où il faut faire vite pour répondre à des instructions descendantes qui se heurtent à une réalité de terrain bien différente des discours. La promesse démocratique que représente l'École publique est terriblement fragilisée par le refus de l'exécutif de s'attaquer à l'absence de mixité sociale ainsi qu'à l'enfermement ou à l'isolement territorial. L'attractivité des métiers de l'Éducation reste un chantier largement inachevé (rémunération, reconnaissance du travail et de sa charge).

Il est urgent de renouer un contrat social entre les personnels et leur Nation, un contrat social de reconnaissance et de soutien au service public d'éducation et de ses personnels dont l'action est au cœur d'un projet de société.

L'Unsa Éducation de la Sarthe